EDITION SPECIALE

24 JUIN 1937 - N° 19 — *RÉDACTION, ADMINISTRATION :* **12, Rue Guersant** — **PRIX : 0 fr. 30**

la jeune garde

ORGANE DE LA FÉDÉRATION AUTONOME DES JEUNESSES SOCIALISTES

Bimensuel paraissant le Jeudi

C'est M. BONNET qui abattra le mur d'argent ?

TRAVAILLEURS ! OBLIGEZ BLUM - JOUHAUX - THOREZ à abattre le mur d'argent !

A BAS LE GOUVERNEMENT CHAUTEMPS !

Monsieur CHAUTEMPS déclare :

« Je continuerai la pause, je suivrai une politique financière plus libérale, correspondant aux aspirations de la haute assemblée. »

« LE PARTI RADICAL, C'EST LE SÉNAT DU FRONT POPULAIRE. »

(Monsieur CHAUTEMPS)

A BAS LE SÉNAT !

De la fuite du gouvernement Blum à la formation du gouvernement Chautemps

Le gouvernement Blum a fui devant le mur d'argent. Les résistances verbales, jetées du haut de la tribune du Parlement, n'étaient que comédie. Le grand capital avait décidé de se débarrasser de ce gouvernement. Et comme il ne s'agissait nullement de « mettre la légalité en vacance », il fallait obéir. Toutes les capitulations n'ont servi à rien. Il n'a servi à rien de s'employer à défendre « tous les intérêts nationaux, quels qu'ils soient ». (Léon Blum.)

Au gouvernement Blum succède un cabinet présidé par M. Chautemps qui s'entoure d'hommes nouveaux, tels MM. Sarraut et Bonnet. C'est ce qu'on appelle encore un gouvernement de Front Populaire. Le programme du Rassemblement Populaire s'est nettement montré insuffisant, mais ce nouveau ministère ne se donne pas pour tâche de le dépasser, au contraire, et c'est ce qu'exprime son chef, lorsqu'il déclare : « Je continuerai la pause, je suivrai une politique financière plus libérale, correspondant aux aspirations de la Haute Assemblée. »

Cependant les socialistes ont accepté de participer et même assez copieusement. Ainsi le Parti Socialiste continuera à se mettre à la remorque du Parti Radical. Le gouvernement précédent s'est constamment incliné devant les ukases des radicaux, représentants éhontés du grand capital. Le soutien de ceux-ci accordé au cabinet Blum à la Chambre n'était qu'une manœuvre. Ces Messieurs les Députés de la rue de Valois ne pouvaient pas se compromettre devant leurs électeurs, en ne faisant pas confiance au ministère chargé d'appliquer le programme sur lequel ils avaient été élus. Mais ce sont leurs collègues du Sénat qui ont été les porte-parole des oligarchies financières et qui ont signifié le congé à Blum, trop content de fuir ses responsabilités.

Mais, comme l'a affirmé Blum au Conseil National extraordinaire de la S.F.I.O. : « Nous ne pouvons refuser la participation à un gouvernement de Front Populaire, à direction radicale ». Ce que nous traduisons en langage intelligible : « Nous ne pouvons pas refuser notre collaboration aux représentants des deux cents familles qui nous ont si bien aidés à capituler devant le mur d'argent. »

Le programme du gouvernement Chautemps

Le programme du Rassemblement Populaire avait prévu qu'il arriverait un moment où il serait nécessaire de compléter l'œuvre accomplie par des réformes plus profondes pour arracher définitivement l'Etat aux féodalités industrielles et financières.

Le moment était bien venu de passer à cette seconde étape et non pas de se dérober devant le combat. En fait, au lieu de compléter le programme et de pousser l'action au delà des réalisations acquises, le Front Populaire va placer sa politique à la hauteur des exigences des trusts. M. Chautemps assure qu'il ne sera touché à aucune des réformes sociales arrachées par le monde du travail, mais cela tout en recourant à une politique financière plus libérale. Il est évident que nous n'avions pas besoin de cette assurance pour être persuadés que ce nouveau gouvernement n'aurait pas l'audace de pratiquer la nationalisation des trusts, ni d'imposer le contrôle des changes, ni de réquisitionner les capitaux ayant fui à l'étranger! Ce n'était même pas dans les intentions de ses prédécesseurs.

Alors, quelle hypocrisie et quel mensonge d'affirmer que les conquêtes sociales des travailleurs ne sont pas en danger! Comment M. Chautemps et M. Bonnet règleront-ils la question financière? Comment arrêteront-ils la hausse continuelle du coût de la vie? Sans être prophètes, nous pouvons affirmer que c'est encore la classe ouvrière et les classes moyennes qui feront les frais de l'expérience et non pas les trusts des deux cents familles. Et, plus que jamais, maintenant, nous aurons à apprécier les bienfaits de l'arbitrage obligatoire dans les conflits entre ouvriers et patrons qui ne pourront qu'éclater à une cadence accentuée, tant les travailleurs s'apercevront rapidement de la duperie dont ils sont à nouveau victimes.

Et le Parti Communiste ?

Devant ces nouvelles déconvenues de la classe ouvrière, quelle sera l'attitude du Parti Communiste?

M. Chautemps a sans doute jugé inutile de donner quelques craintes à la bourgeoisie la plus réactionnaire, en faisant appel au concours des staliniens. Il aura ainsi évité que tombe sur eux plus rapidement le discrédit populaire. Il leur suffira de tenir sans cesse leur langage démagogique, tout en continuant leur soutien loyal et sans éclipses au dit « gouvernement de Front Populaire ».

« Ce gouvernement, a déclaré M. Chautemps, fidèle à la volonté du suffrage universel, s'efforcera de poursuivre la réalisation du programme du Rassemblement Populaire dans une atmosphère de paix civique et de travail. »

Aussi, dans l'« Humanité », P.-L. Danar ne craint pas d'affirmer : « Cet engagement est conforme aux vœux formulés par Jacques Duclos et Marcel Gitton. »

Une seule chose, dans les circonstances présentes, intéresse, du reste, nos communistes : le maintien de l'alliance franco-soviétique et, en conséquence, le maintien des forces militaires de la France démocratique. Comme l'a exprimé Raynaud au Rassemblement Populaire : « Au moment où, à l'intérieur, l'U.R.S.S. est aux prises avec ses pires ennemis, nous soutiendrons tout gouvernement décidé à défendre les accords franco-russes. »

Où en sommes-nous ?

L'accord est donc unanime pour l'abandon de toute lutte effective contre les puissances d'argent. Les reculs succèdent aux reculs. L'expérience d'Allemagne se renouvelle avec un automatisme sans précédent dans l'histoire. **Nous avons notre gouvernement Bruning.**

Le prolétariat se laissera-t-il entraîner dans l'abîme sans réagir?

Il serait dangereux de se laisser aller à certaines illusions, pour essayer de masquer des déceptions profondes. Comme nous l'écrivons d'autre part, les masses peuvent encore agir si elles se souviennent qu'elles possèdent en elles-mêmes la force suffisante pour faire plier toutes les résistances. Léon Blum s'empressa, après sa démission, de faire appel au calme et son successeur d'affirmer aux journalistes doutant de la sagesse de la classe ouvrière : « Le calme règne! Mais vous pouvez être persuadés que cela durera. »

Il est évident que l'on peut compter sur le « technicien » Max Dormoy pour donner raison à son collègue et président du Conseil.

Mais la pause a assez duré. Se laissera-t-on égorger sans pousser un cri? Les masses doivent passer à l'action, action méthodique, clairvoyante, mais énergique, directe, autonome.

Blum, Jouhaux, Thorez

Et cette action doit immédiatement se porter contre la nouvelle combinaison ministérielle, qui représente pour les travailleurs la régression sociale et la porte ouverte à la répression antiouvrière.

La crise qui vient de se dérouler a mis au grand jour un conflit aigu entre les volontés du suffrage universel et celles du mur d'argent, représenté par le Sénat.

Et si le gouvernement Blum qui a commis toutes les fautes qu'il fallait commettre pour amener une situation semblable, devait tomber, ce n'était pas pour être remplacé par une formation à prédominance radicale, qui se place dans notre histoire comme l'ambassadrice du fascisme. Les radicaux trahissent en tous moments le mandat qui leur est confié. Non pas comme d'autres le font, en tant qu'hommes ou représentants de parti. Mais parce qu'ils ne sont officieusement que les représentants — et c'est leur raison d'être — du capitalisme et de l'impérialisme français.

Aussi, nous estimons qu'aujourd'hui les masses ne peuvent revendiquer qu'un gouvernement ne comprenant que des représentants de leurs organisations ouvrières. Non pas pour placer dans ces hommes, pour la plupart compromis par la pratique politicienne, une confiance aveugle, mais pour exiger d'eux des actes et les pousser à ces actes.

L'heure est venue de **mettre en vacance la légalité bourgeoise.** L'heure est venue de mettre en vacances les séniles vieillards du Sénat. Il est temps de reprendre la lutte ouverte contre les forces bourgeoises et non plus de pactiser avec elles.

Nous connaissons tout le caractère réformiste et contre-révolutionnaire des organisations ouvrières. Mais si les chefs de ces organisations ne représentent pas pour la bourgeoisie un danger bien considérable, la force symbolique et effective des masses qu'elles contiennent suffit amplement pour mettre en émoi la coalition des intérêts capitalistes.

Blum, Jouhaux, Thorez doivent prendre la succession de Blum, Daladier, Chautemps et renverser Chautemps-Blum, mis en place pour prolonger la pause contre la classe ouvrière.

C'est ainsi que la lutte de classes peut reprendre toute son acuité. C'est ainsi que le rapport des forces peut se retourner à nouveau en notre faveur. C'est seulement de cette façon que la classe ouvrière peut reprendre l'initiative.

Exiger la mainmise sur les trusts, en instituant le contrôle ouvrier des entreprises. **Exiger une politique réelle de paix,** main tendue pardessus les frontières et liaisons avec les casernes. **Exiger vis-à-vis de l'Espagne une solidarité révolutionnaire,** levée du blocus et action autonome de classe.

Pour lutter contre l'union sacrée, il faut provoquer la rupture entre les forces en présence. Et la classe ouvrière faisant dans l'action, par l'intermédiaire de ses comités, l'expérience de la nécessité de la prise totale du pouvoir, pourra ainsi dénoncer les mensonges du réformisme et du stalinisme et, dans sa marche ascendante, dépasser ses chefs qui, si on les laisse agir seuls, entraîneront, par leur trahison, la classe ouvrière dans l'abîme.

Lucien WEITZ.

Formons nos Comités de Défense et d'Action Ouvrières

Il serait vain de triompher devant les débris du gouvernement Léon Blum. Il ne nous reste pas trop de temps pour éviter une nouvelle et irréparable défaite du prolétariat.

Dans les mois passés nos cris d'alarme, qui trouvent aujourd'hui, malheureusement, leur justification, ne reflétaient que notre inquiétude devant la gravité de la situation. Nous prévoyions que la politique d'atermoiements, de conciliation et de paix sociale ne pouvait que préparer une nouvelle victoire du capitalisme français et international.

Mais les masses attentives seulement aux réalisations sociales qu'elles devaient en partie à leurs efforts et à leur lutte autonome et énergique, semblaient ne pas voir le danger. Cependant le Gouvernement et le Rassemblement Populaire avouant ou masquant leur carence selon les moments, furent incapables d'appuyer ces réalisations sociales sur une transformation profonde de tout le système économique et politique de la bourgeoisie.

Sans plus épiloguer sur le passé, ni sur les « perspectives » gouvernementales, la classe ouvrière et l'ensemble des travailleurs doivent plus que jamais se souvenir de ce que fut leur force en juin 1936, pour se convaincre qu'eux seuls peuvent encore maintenant décider de leurs destinées.

Après les luttes de juin 1936, grisés par les récentes conquêtes, les travailleurs ont généreusement accordé leur confiance à ceux qu'ils avaient délégué au gouvernement. Petit à petit ils ont prêté oreille aux conseils de sagesse qu'on leur prodiguait pour mieux briser leur élan. En compensation à cette généreuse et aveugle confiance, quel contrôle les masses ont-elles prétendu exercer ? Aucun, en fait.

Les Comités de Front Populaire sur la base locale qui devaient exercer un réel contrôle populaire, n'ont été que des organismes sans fonction, dans lesquels les communistes ont rapidement étouffé toute possibilité d'expression. Dans les entreprises, les Amicales Socialistes ont été transformées par la bureaucratie du Parti S.F.I.O. en machines à voter des félicitations au gouvernement, à son chef bien-aimé.

(Voir la suite au verso)